



## Conseil économique et social

Distr. générale  
17 décembre 2014  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de statistique

#### Quarante-sixième session

3-6 mars 2015

Point 3 g) de l'ordre du jour provisoire

**Questions soumises à la Commission pour examen  
et décision : statistiques du commerce international  
et de la mondialisation économique**

### **Rapport du groupe des Amis de la présidence sur la mesure du commerce international et de la mondialisation économique**

#### **Note du Secrétaire général**

Conformément à la décision 2014/219 du Conseil économique et social, le Secrétaire général a l'honneur de transmettre le rapport du groupe des Amis de la présidence sur la mesure du commerce international et de la mondialisation économique. Créé par la Commission de statistique à sa quarante-quatrième session, ce groupe a été chargé d'établir un document de réflexion sur le système de mesure du commerce international et de la mondialisation économique, et de formuler des recommandations concernant un meilleur mécanisme de coordination des activités menées dans ce domaine. Le présent rapport offre une vue d'ensemble et une évaluation des questions conceptuelles, analytiques et de compilation des données qui sont apparues du fait de l'importance et de la gouvernance des chaînes de valeur mondiales dans la production et le commerce internationaux. La mondialisation des réseaux de production crée des interdépendances économiques, environnementales et sociales et influe sur le développement durable, dans les pays développés et dans les pays en développement. La nécessité d'un système élargi de comptabilité internationale et mondiale qui permettrait de régler les questions de mesure en toute cohérence est soulignée dans la conclusion du rapport. La Commission est invitée à faire connaître ses vues sur les propositions énoncées dans la dernière partie du rapport.



## **Rapport du groupe des Amis de la présidence sur la mesure du commerce international et de la mondialisation économique**

### **I. Introduction**

1. Comme suite à la décision 45/106, adoptée par la Commission de statistique à sa quarante-cinquième session, le groupe des Amis de la présidence sur la mesure du commerce international et de la mondialisation économique présente son rapport assorti de propositions de cadre conceptuel, de programme de travail et d'un mécanisme de coordination à cet égard. Il y fait référence aux questions auxquelles la Commission l'avait invité à prêter une attention particulière dans sa décision 45/106, telle que les anomalies dans les statistiques sur les échanges bilatéraux, le rôle des petites et moyennes entreprises, la situation des pays en développement et des pays les moins avancés et le coût des sources de données supplémentaires. Dans la partie II, il propose une vue d'ensemble des questions de mesure et, dans la partie III, résume les débats concernant ces questions organisés pendant la Conférence internationale sur la mesure du commerce international et de la mondialisation économique, tenue à Aguascalientes (Mexique) du 29 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 2014. Dans la partie IV, il donne des informations sur les conclusions de la réunion du groupe des Amis de la présidence, tenue le 2 octobre 2014. Des propositions sur le futur programme de travail dans ce domaine et sa coordination sont énoncées dans la partie V.

2. Aujourd'hui, la production de la plupart des biens et services est organisée en un réseau complexe de tâches, géographiquement dispersées dans plusieurs pays, et cette répartition a rendu les pays interdépendants aux niveaux régional et mondial. Par exemple, l'industrie textile a une chaîne de valeur mondiale composée de stylistes qui se trouvent à Milan (Italie), New York ou Shanghai (Chine), de producteurs de coton installés aux États-Unis, au Brésil, en Inde ou en Turquie et de filatures et d'ateliers de tissage, de coupe et de couture répartis sur les cinq continents. Les industries automobiles ont des réseaux d'approvisionnement très diversifiés, auxquels participent de petites, moyennes ou grandes entreprises établies dans de nombreux pays, et les chaînes de montage peuvent se trouver au Brésil, en Chine, au Mexique ou au Maroc. Beaucoup d'autres branches, telles que l'industrie électronique et le secteur du matériel médical, sont également diversifiées et géographiquement fragmentées.

3. Les grandes entreprises ne sont pas les seules à participer à ces réseaux de production, les petites et moyennes entreprises ayant également des intérêts dans les chaînes de valeur. Ces modes de production et de commerce résultent, dans une large mesure, non seulement de la baisse du coût des échanges, liée à la diminution des droits de douane et des coûts internes, mais également, dans une moindre mesure, de l'apparition de nouvelles technologies dans les transports, l'information et la communication. Ces changements structurels sont facilités par l'investissement direct étranger. La fragmentation de la production concerne non seulement les biens, mais également les services. Par exemple, les services d'appui et l'externalisation de processus d'affaires sont devenus une importante source de revenus et d'emplois dans des pays comme les Philippines et l'Inde.

4. Dans de nombreux pays, les entreprises contribuent aux chaînes de valeur mondiales d'industries particulières, qui créent des interdépendances internationales économiques, sociales et environnementales. Dans ces pays, de la valeur ajoutée et des emplois sont créés et des ressources sont utilisées. En d'autres termes, le modèle traditionnel selon lequel des biens particuliers sont produits et vendus par un seul pays a laissé la place à un nouveau système interdépendant de production, de commerce et d'investissement direct étranger qui est guidé par les avantages liés à un lieu donné et les gains d'efficacité obtenus grâce à l'approvisionnement interne ou international en biens intermédiaires, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières du pays dans lequel les entreprises se trouvent. C'est cette intégration économique internationale de la production et du commerce et de leur gouvernance, apparue récemment, qu'il convient de mieux mesurer et analyser, y compris les avantages, les coûts et les risques liés à la participation aux chaînes de valeur mondiales.

5. Les statistiques du commerce international traditionnelles ne donnent pas toutes les données nécessaires sur la composition des chaînes de production et de valeur. En particulier, elles ne renseignent pas directement sur la part étrangère des exportations ni sur la part interne des importations résultant de la fragmentation de la production mondiale des biens et services, pas plus que sur l'origine sectorielle de la valeur ajoutée intérieure qui est exportée. Un certain nombre d'études de cas montrent les différents maillons de la chaîne mondiale, des matières premières en amont aux chaînes de montage et aux services clients en aval. Bien qu'elles apportent des preuves déterminantes de la fragmentation géographique et de la gouvernance relatives aux chaînes de valeur mondiales, elles ne permettent pas de connaître ni de mesurer précisément les contributions directes et indirectes ni les interdépendances entre pays dans la création de valeur ajoutée et d'emplois ni dans l'utilisation des ressources naturelles.

6. Les décideurs et les négociateurs commerciaux des pays développés, des pays en développement et des pays les moins avancés doivent comprendre les avantages et les risques internationaux en étant en mesure de « lire » les chaînes de valeur mondiales et de connaître les contributions particulières que d'autres pays apportent aux réseaux de production auxquels participent leurs entreprises nationales. Les nouvelles structures commerciales qui apparaissent dans les échanges de biens intermédiaires, l'investissement étranger direct et les structures de gouvernance concernant les réseaux de production sont plus complexes que ce que les statistiques traditionnelles laissent à penser et invitent à l'établissement d'une nouvelle génération d'indicateurs.

7. Les statistiques doivent être améliorées pour permettre de mieux connaître le rôle que le secteur externe joue dans l'économie d'un pays donné, le niveau d'ouverture de ses marchés intérieur et extérieur et les incidences de l'ouverture sur les avancées sociales, économiques et environnementales, y compris le niveau et la qualité de l'emploi. Dans un certain nombre de domaines, le système d'information statistique actuel ne permet pas de répondre à ces besoins, y compris au niveau le plus élémentaire. Depuis plusieurs décennies maintenant, les statistiques du commerce international concernant les biens et les services sont élaborées sans que les échanges commerciaux pris en compte soient systématiquement vérifiés par recoupement par les partenaires commerciaux, ce qui conduit souvent à d'importantes anomalies dans les statistiques des échanges bilatéraux. La multiplication des chaînes de valeur mondiales a renforcé la nécessité de régler ces

problèmes, dans la mesure où l'absence de données commerciales cohérentes entraîne des incertitudes et entrave l'élaboration des politiques.

8. Il reste qu'il convient également de faire plus dans d'autres domaines. Il est essentiel que le rôle de l'investissement étranger direct et la valeur créée par les filiales étrangères en interne et à l'étranger, ainsi que leurs incidences connexes, soient connus plus précisément pour que les décideurs soient mieux informés, notamment compte tenu de la prédominance croissante des multinationales dans les chaînes de valeur mondiales et de l'importance de plus en plus grande des services, tels que la propriété intellectuelle, dans des secteurs où des problèmes de mesure notables persistent. Il est également nécessaire de disposer d'informations sur les caractéristiques des entreprises faisant de l'import-export, notamment sur leurs stratégies commerciales mondiales, leurs modes de production (sans usine, transformation) et la délocalisation de fonctions commerciales. Il est en outre nécessaire d'élaborer un ensemble plus complet de statistiques sur les multinationales.

9. Les statistiques qui mettent mieux en évidence toute l'étendue des interconnexions, telles que les statistiques qui peuvent être établies au moyen de tableaux mondiaux des ressources et des emplois ou de tableaux mondiaux entrées-sorties, vont plus loin et complètent utilement les séries d'indicateurs nécessaires. Des progrès peuvent certes être réalisés si l'on exploite mieux les tableaux nationaux des ressources et des emplois et les tableaux nationaux entrées-sorties, qui peuvent être utilisés pour déterminer la mesure dans laquelle les industries ajoutent de la valeur à la chaîne, le nombre d'emplois concernés et les ressources naturelles employées, mais les tableaux mondiaux permettent d'avoir une vision d'ensemble de la chaîne et de mieux comprendre la manière dont les entreprises des différents pays interagissent en amont et en aval et, en conséquence, de véritablement savoir qui réalise des échanges avec qui. L'élaboration de tableaux mondiaux des ressources et des emplois présente des difficultés, mais la plupart des éléments nécessaires peuvent être établis en améliorant ce qui existe déjà, tel que décrit plus haut (notamment, les statistiques des échanges bilatéraux et les données qui permettent d'avoir des précisions sur les caractéristiques des sociétés importatrices et exportatrices).

10. Dans tous ces domaines, les pays développés, émergents et en développement ont besoin de données plus nombreuses et de meilleure qualité : des statistiques reliées entre elles sont nécessaires pour des économies qui le sont également et tous les pays peuvent bénéficier d'une meilleure connaissance des liens qui les unissent. Les petits pays en développement et les pays moins avancés doivent connaître les possibilités particulières qui s'offrent à eux et les risques spécifiques qu'ils courent s'ils participent aux chaînes de valeur mondiales, ainsi que les moyens qui leur permettraient d'améliorer leur situation économique et sociale dans une chaîne de valeur qui est mondiale en multipliant leurs activités commerciales à l'étranger. La connaissance de ces possibilités faciliterait notablement la formulation de politiques industrielles fondées sur une stratégie de développement durable.

11. Un des moyens de satisfaire aux besoins propres aux pays en développement est d'utiliser les tableaux mondiaux des ressources et des emplois, et certains de leurs sous-ensembles, tels que les tableaux régionaux ou sous-régionaux des ressources et des emplois, qui mettent mieux en évidence la place que tient l'industrie d'un pays en développement donné dans le réseau de production régional

concerné. Il importe toutefois de garder à l'esprit que les tableaux des ressources et des emplois offrent toujours une perspective macroéconomique et qu'il est donc essentiel de compléter l'examen des chaînes de valeur mondiales pour avoir un point de vue microéconomique, notamment en établissant des données sur les fonctions commerciales et une cartographie des chaînes de valeur mondiales. Dans le cadre de cet examen, les exigences particulières concernant la mesure des avantages que peuvent escompter les petits pays en développement et des risques qu'ils courent devraient être mises en évidence en montrant clairement les liens qui existent entre la création de revenus et d'emplois et l'utilisation des ressources naturelles par les petites et moyennes entreprises dans le secteur agricole, l'industrie et les services.

12. De nombreuses équipes internationales spécialisées dans ces domaines examinent diverses questions de mesure fondamentales, et la nécessité d'élaborer des normes internationales concernant un cadre conceptuel d'ensemble et un mécanisme de coordination mondial plus performant est établie. Dans sa décision 44/106 (voir E/2013/24), la Commission a donc décidé de créer un groupe des Amis de la présidence, qu'elle a chargé de rédiger un document de réflexion sur la portée et le contenu du cadre de mesure du commerce international et de la mondialisation économique, ainsi que sur le dispositif de coordination des travaux dans ce domaine. Les rapports présentés à la Commission en 2013 (E/CN.3/2013/7) et 2014 (E/CN.3/2014/7) ont donné une vue d'ensemble de nombreux problèmes de mesure, mais ne contenaient pas de propositions de cadre particulier à même de contribuer à y remédier. Le présent rapport comprend une proposition concrète concernant l'élaboration d'un système élargi de comptabilité internationale et mondiale, qui donnera des orientations pour régler un certain nombre de problèmes de mesure à titre prioritaire.

## **II. Vue d'ensemble des problèmes de mesure**

13. À sa première réunion, tenue à New York du 6 au 8 novembre 2013, le groupe des Amis de la présidence s'est accordé sur la portée des statistiques du commerce international et de la mondialisation économique et sur un premier ensemble de problèmes de mesure à cet égard. Les statistiques en question étaient les statistiques de base qui servaient au premier chef à donner des informations sur les transactions transfrontalières concernant les biens, les services, les revenus et les flux financiers, ainsi que les statistiques macroéconomiques plus générales correspondantes, telles qu'utilisées dans les tableaux des ressources et des emplois. En principe, ces statistiques forment un ensemble complet de statistiques à la fois commerciales et économiques, y compris leurs volets économique et financier, économique et social et économique et environnemental. En outre, il a été établi que les tableaux des ressources et des emplois et les tableaux entrées-sorties étaient des instruments d'organisation utiles. Les statistiques sectorielles et macroéconomiques de base utilisées dans les tableaux des ressources et des emplois sont complétées par les outils d'analyse et les indicateurs connexes pertinents, tels que les indicateurs propres à l'industrie découlant de la cartographie des chaînes de valeur mondiales, les indicateurs concernant les entreprises répartis par caractéristique commerciale ou les estimations concernant le commerce en valeur ajoutée et l'utilisation des ressources naturelles.

14. Comme suite à la décision 44/106, le groupe des Amis de la présidence a également été prié de proposer un mécanisme de coordination dans le domaine du commerce international et de la mondialisation économique. Il a examiné les possibilités de mécanismes de nature intergouvernementale ou interinstitutionnelle et a conclu, à sa réunion tenue en novembre 2013, qu'un comité d'experts, en tant qu'organe intergouvernemental, pourrait être considéré comme un mécanisme de coordination (voir E/CN.3/2014/7). Les membres qui sont officiellement nommés dans ce type de comité sont en général de hauts responsables des services statistiques nationaux et d'organisations internationales et régionales, compte tenu de la nature stratégique et institutionnelle du comité en question. À l'inverse, un groupe d'experts ou un groupe d'études de l'ONU est technique par nature et ses membres sont en conséquence des experts techniques dans des domaines particuliers. D'une part, les organes intergouvernementaux sont des groupes pilotés par les pays, qui tiennent compte du principe de l'équilibre géographique entre pays développés et pays en développement. De l'autre, les groupes de travail et groupes spéciaux interinstitutions sont chargés au premier chef de renforcer la coordination et la coopération entre les institutions internationales qui interviennent dans un même domaine. Dans le contexte d'un groupe de travail interinstitutions, les experts nationaux peuvent être priés de donner des conseils particuliers, mais sans participer à la structure de prise de décisions ni être membre du groupe. Comme il l'a dit dans le précédent rapport qu'il a présenté à la Commission, le groupe des Amis de la présidence n'est pas parvenu à une conclusion sur le mécanisme de coordination, bien que ses membres aient généralement considéré à ce moment-là qu'il convenait que le mécanisme soit piloté par les pays (E/CN.3/2014/7, par. 23).

## **A. Cadre schématique**

15. Également à la première réunion du groupe des Amis de la présidence, un cadre schématique a été proposé en vue de répertorier les évolutions qui permettraient d'aller au-delà de la comptabilité de base actuelle, que ce soit en élevant le niveau de précision (c'est-à-dire en passant de la macrostatistique à la microstatistique) ou de couverture (c'est-à-dire en passant à des études de l'internationalisation ou de la mondialisation). Le niveau de couverture renvoie à la distinction entre les statistiques de l'internationalisation, que les bureaux nationaux peuvent établir à partir de données obtenues dans le cadre de leurs relations bilatérales, et les statistiques de la mondialisation, qui sont établies en compilant les statistiques d'au moins deux pays ou des données sur les statistiques de tous les pays, par exemple dans le cas d'un tableau mondial des ressources et des emplois.

16. Ces évolutions concernent des rubriques supplémentaires qui ont fait leur apparition dans les normes internationales à la suite de recommandations, ou à l'instigation d'instances ministérielles nationales, de chercheurs ou d'organisations internationales. Ces rubriques ont souvent vu le jour parce qu'il apparaissait que la comptabilité de base ne couvrait pas toutes les questions relatives à l'internationalisation et à la mondialisation. Entre autres exemples de rubrique, on trouve les statistiques sur les modes d'approvisionnement commercial dans les services, les nouveaux agrégats et détails sectoriels dans les tableaux des ressources et des emplois, les tableaux mondiaux des ressources et des emplois et des statistiques détaillées sur les échanges de services des filiales étrangères entrants.

17. Le cadre schématique de base présenté dans l'annexe au présent rapport établit une classification entre les initiatives relatives aux données qui concernent les activités transfrontalières, celles qui touchent à l'internationalisation et celles qui relèvent de la mondialisation. Il distingue les initiatives selon qu'il s'agit de statistiques de base existantes, d'améliorations et de développement des statistiques nationales et transfrontalières traditionnelles et de développements liés à l'internationalisation et la mondialisation. Il répartit encore ces initiatives entre celles qui sont compilées et celles qui sont établies à partir de microdonnées, ces dernières étant soumises à des mesures de confidentialité. Il indique également si ces données relèvent ou non des bureaux de statistique nationaux et offre quelques exemples concrets d'initiatives.

18. Il est prévu que ce cadre schématique puisse être utilisé à des fins statistiques, par exemple pour réaliser une évaluation mondiale des pratiques statistiques nationales (y compris les progrès réalisés, la fréquence et la rapidité) afin de mieux connaître l'état d'avancement des progrès réalisés en matière statistique par pays et la faisabilité des collectes de statistiques et d'indicateurs et de l'élaboration de tableaux des ressources et des emplois suffisamment détaillés pour être utilisés à des fins commerciales et de mondialisation. Il pourrait également être utilisé dans l'élaboration d'orientations en servant à classer les grandes questions, nouvelles ou non, concernant le commerce national et la mondialisation, ce qui permettrait de mieux connaître les activités réalisées aux niveaux national et international et d'établir des priorités. Enfin, il pourrait être utilisé pour récapituler les travaux en cours des équipes spéciales et groupes de travail internationaux, et ce, afin de mieux comprendre leurs relations d'interdépendance et de recenser les chevauchements et les lacunes concernant leur mandat.

## **B. Liste des questions devant être examinées plus avant**

19. En juin 2014, une liste récapitulative de 72 questions touchant aux concepts, à la compilation, aux indicateurs et à l'analyse a été établie. Ces questions étaient tirées des normes méthodologiques existantes, telles que le *Système de comptabilité nationale 2008* (SCN 2008), le *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale, sixième édition*, et la *Définition de référence de l'OCDE pour les investissements directs internationaux, quatrième édition*, et de publications récentes de la Commission économique pour l'Europe (CEE) relatives aux incidences de la mondialisation sur la comptabilité nationale et la mesure de la production mondiale. Les membres du groupe des Amis de la présidence ont été interrogés sur le fait de savoir si ces questions relevaient du futur programme de travail relatif à la mesure du commerce international et de la mondialisation de l'économie.

20. En ce qui concernait le système élargi de comptabilité internationale et mondiale, le groupe des Amis de la présidence a considéré qu'il convenait de prêter une attention particulière à la mesure concernant l'investissement direct, les transactions entre parties affiliées, les frais découlant de l'utilisation de la propriété intellectuelle, le commerce de services, les statistiques des multinationales, les producteurs de biens sans usine et la sous-traitance fondée sur un forfait ou un contrat, tout en faisant fond sur les recommandations et orientations énoncées dans le « Guide de la mesure de la production mondiale » de la Commission économique pour l'Europe et en les appliquant.

21. Outre les questions conceptuelles recensées plus haut, les questions ci-après touchant à la compilation ont été considérées comme devant être examinées plus avant : compilation de statistiques sur les multinationales et les filiales étrangères, détermination du pays d'origine initial et du pays de destination finale de l'investissement direct étranger, allocation des revenus entre les multinationales et externalisation des fonctions commerciales dans les chaînes de valeur mondiales. Le groupe des Amis de la présidence a considéré qu'il convenait notamment de mener des travaux sur les anomalies dans le commerce bilatéral des biens et services (et sur l'attribution des importations aux utilisateurs intermédiaires et finaux) ainsi que sur les anomalies bilatérales dans l'investissement direct étranger, qui représentent une information importante en tant que telle et en tant qu'élément des compilations réalisées dans les tableaux des ressources et des emplois.

### **III. Conclusions de la Conférence internationale sur la mesure du commerce international et de la mondialisation économique**

22. La deuxième réunion du groupe des Amis de la présidence s'est tenue à Aguascalientes le 2 octobre 2014, juste après la Conférence internationale sur la mesure du commerce international et de la mondialisation économique. La Conférence a apporté des éclaircissements sur la finalité (les besoins et perspectives d'ordre stratégique) et l'objectif (la mesure) des projets actuellement menés dans ce domaine. Elle a montré l'interdépendance qui existe entre les économies de chaque pays du fait de la fragmentation géographique de la production des biens et services et les incidences sur la création d'emplois et de revenus, et l'utilisation des ressources naturelles qui en résulte (aussi bien en ce qui concerne leur extraction que leur consommation).

23. Les trois documents de travail dont la Division de statistique avait commandé l'établissement ont également servi de support, lors de la réunion du groupe des Amis de la présidence, pour recenser les problèmes d'ordre théorique et pratique posés par : a) la création d'un système élargi de comptabilité internationale et mondiale; b) l'établissement de nouveaux critères de différenciation des entreprises dans les catégories d'activités économiques fondés sur leur place dans les chaînes de valeur mondiales; et c) les incohérences qui existent dans les statistiques du commerce bilatéral de marchandises.

24. Dans le document de travail intitulé « Implications and challenges associated with developing a new system of extended international accounts »<sup>1</sup> (Conséquences et difficultés relatives à la mise en place d'un nouveau système élargi de comptabilité internationale et mondiale), l'auteur soutient qu'un système de ce type permettrait avant tout d'améliorer sensiblement la pertinence et la précision des statistiques économiques et financières utilisées par les décideurs publics et privés. Il améliorerait également la précision, l'efficacité et la comparabilité du système actuel de statistiques économiques au plan international en rapprochant des données bilatérales et mondiales telles que les balances commerciales, les prix des exportations et des importations ou les éléments d'actifs et de passif, et en

---

<sup>1</sup> On trouvera des informations plus détaillées à l'adresse suivante : <http://unstats.un.org/unsd/trade/events/2014/mexico/default.asp> (en anglais et en espagnol).



permettant les échanges de données, l'utilisation de données administratives et autres « mégadonnées » et l'établissement de registres d'entreprises mondiaux communs. D'après l'auteur, ce système élargi devrait régler comme il se doit des difficultés importantes, notamment réduire au minimum les coûts supplémentaires de collecte des données et la charge de travail incombant aux pays participants, et utiliser au maximum les sources de données administratives grâce au croisement des fichiers. Il précise que les instituts de statistique devront collaborer avec les entreprises et les gouvernements pour harmoniser les systèmes comptables afin de mesurer les statistiques portant sur les chaînes de valeur mondiale.

25. La Conférence a examiné un grand nombre de problèmes d'ordre théorique et pratique soulevés dans le document, tels que la mesure de la propriété économique et du contrôle dans les réseaux mondiaux de production, les transferts des produits de propriété intellectuelle, la nécessité d'établir un registre mondial des groupes d'entreprises identifiant les sociétés mères, les difficultés de classification des activités et des fonctions économiques pour parvenir à une meilleure hétérogénéité des entreprises qui participent ou non aux chaînes de valeur mondiales, et les conséquences de l'hétérogénéité des entreprises pour l'économie nationale aux fins de l'élaboration des tableaux des ressources et des emplois. L'auteur souligne également qu'il faut remédier sans attendre aux incohérences existant dans le commerce des marchandises et des services et l'investissement étranger direct afin d'élaborer des tableaux mondiaux. Enfin, l'accent est mis sur la poursuite des travaux sur le recoupement des microdonnées, y compris sur le commerce par caractéristique d'entreprise et sur le commerce des services par caractéristique d'entreprise.

26. Le deuxième document de travail intitulé « Combining the global value chain and global input-output approaches »<sup>1</sup> (Combiner la chaîne de valeur mondiale et les approches fondées sur les entrées-sorties au niveau mondial) avait pour objet de déterminer la meilleure manière de combiner, dans les estimations de la valeur ajoutée, les études souvent détaillées de la chaîne de valeur mondiale, et les estimations du commerce, qui se situent plus au niveau macroéconomique. À cet effet, l'auteur de ce document a suggéré d'élargir la classification CITI de base et de procéder à de nouveaux regroupements de ses catégories de base en se fondant sur le modèle de référence de chaîne de valeur. Ces regroupements fourniraient des informations supplémentaires fondées sur la délocalisation de certaines fonctions économiques, l'utilisation d'intrants intermédiaires, les classes de base de biens produits et les types de marchés finaux. La nécessité de faire ces distinctions s'explique par le fait qu'il n'est pas possible, dans la classification CITI sous sa forme actuelle, de déterminer les principales différences entre les entreprises qui travaillent au plan national ou international. Le regroupement des entreprises dans des groupes de nature identique permettrait d'améliorer sensiblement la structure comptable des tableaux des ressources et des emplois aux fins de l'analyse de la chaîne de valeur mondiale, et les regroupements pourraient se faire par domaine, position dans la chaîne logistique, marché final et ampleur de l'utilisation de certaines fonctions qui sont délocalisées.

27. Le troisième document de travail intitulé « Asymetrie in official international trade statistics and analysis of globalization »<sup>1</sup> (Anomalies dans les statistiques du commerce international et l'analyse de la mondialisation) a présenté des informations générales sur les améliorations qui pourraient être apportées aux incohérences des statistiques du commerce international de marchandises. L'auteur a

indiqué que, d'un point de vue théorique, le calcul des statistiques du commerce par pays d'expédition permettait d'obtenir des statistiques cohérentes et une bonne comparabilité car il prenait en compte des transactions identiques par pays d'importation et d'exportation directe. Cette approche devrait donner des données plus cohérentes car les biens comptabilisés comme importations par un pays seraient comptabilisés comme exportations par un autre. Ce n'est pas pour autant que les documents relatifs à l'accord d'expédition étaient disponibles et utilisés par les statisticiens des deux pays. L'auteur a souligné que la comptabilisation des importations par pays d'expédition créait un ensemble de données statistiques du commerce ayant un sens économique différent de la comptabilisation des importations par pays d'origine, comme c'est actuellement le cas. D'autres modifications relatives aux statistiques du commerce international de marchandises, telles que celles qui portent sur la valeur ou sur les différences du système commercial, étaient plus faciles à appliquer.

#### **IV. Conclusions de la Réunion du groupe des Amis de la présidence tenue en 2014**

28. Les membres du groupe des Amis de la présidence se sont réunis immédiatement après la Conférence internationale, pour s'inspirer de ses conclusions et ont adopté le programme de travail à moyen terme suivant :

- a) Rédiger un manuel sur un système élargi de comptabilité internationale et mondiale, dans lequel « internationale » renvoie aux relations économiques bilatérales directes et « mondiale » renvoie aux relations économiques multilatérales directes et indirectes;
- b) Promouvoir et favoriser la création d'un registre mondial des groupes d'entreprises, en évaluer les difficultés et s'inspirer de l'expérience acquise lors de la création du registre statistique des groupes d'entreprises multinationaux, afin de produire des statistiques de haute qualité sur les activités commerciales mondiales, telles que les échanges de services des filiales étrangères et l'investissement étranger direct;
- c) Améliorer la mesure de l'hétérogénéité des entreprises dans le cadre de la chaîne de valeur mondiale en poursuivant l'élaboration d'une classification des fonctions économiques et en affinant les classifications des entreprises grâce au croisement des microdonnées;
- d) Corriger les incohérences dans les données relatives au commerce bilatéral et à l'investissement;
- e) Intégrer l'élaboration de tableaux mondiaux de ressources et d'emplois et d'entrées-sorties récurrents, en s'inspirant des travaux de l'OCDE, pour élargir le champ d'application de la base de données sur le commerce en valeur ajoutée de l'OCDE et de l'Organisation mondiale du commerce.

29. Le groupe des Amis de la présidence a fait valoir que les aspects analytiques et stratégiques immédiats préalables à la mesure des interdépendances et des risques entre les pays déboucheraient nécessairement sur l'élaboration plus formelle d'un système élargi de comptabilité nationale et mondiale. Il a souligné que la première tâche consisterait à élaborer le cadre conceptuel global en se fondant sur le

SCN 2008 (Système de comptabilité nationale 2008) et la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale*. Ce système devra donner une image cohérente des statistiques relatives au commerce et à l'investissement, des tableaux mondiaux des ressources et des emplois, et des comptes de bilan et de la comptabilité financière internationaux. Il faudrait également formaliser la description du champ d'application du système élargi de comptabilité internationale et mondiale ainsi que les difficultés qui lui sont propres.

30. Le cadre schématique permettrait de structurer l'élaboration du système élargi. Comme on le voit dans l'annexe au présent rapport, les distinctions sont ventilées en statistiques de macrocomptabilité existantes et nouvelles d'une part, et en statistiques de microcomptabilité existantes et nouvelles de l'autre. Le cadre schématique pourrait servir de base au système élargi de comptabilité internationale et mondiale avant de passer à l'élaboration des différents comptes, qui devraient donner un aperçu des interdépendances économiques et connexes entre les pays.

31. Dans la mesure du possible, les travaux seraient organisés de manière coordonnée, tirant parti et s'inspirant des initiatives en cours plutôt que faisant double emploi avec celles-ci. Par exemple, la plupart des activités liées à l'élaboration d'un système intégré de comptabilité financière devrait relever du FMI, du groupe des Vingt, des banques centrales et des ministères des finances chargé de combler les lacunes en matière de mesure des risques transfrontières, qui ont été révélées par la crise financière. Toutefois, les spécialistes de la comptabilité nationale devraient être impliqués dans l'harmonisation des données et, autant que faire se peut, veiller à ce que ce système élargi de comptabilité financière internationale devienne un outil efficace dans un ensemble élargi et intégré de macrocomptabilité internationale.

32. En ce qui concerne la coordination, le groupe des Amis de la présidence a décidé de créer un groupe de travail intersecrétariats sur le commerce et la mondialisation de l'économie, qui est un mécanisme interinstitutions semblable à celui qui existe déjà dans le cadre de la comptabilité nationale et qui suivra et coordonnera le programme de travail international dans ce domaine. Le groupe a en outre décidé de proposer la création d'un autre groupe d'experts des Nations Unies, expressément chargé d'élaborer un manuel consacré à un système élargi de comptabilité internationale et mondiale.

## V. Questions soumises à la Commission

33. La Commission est invitée à faire connaître ses vues sur les points suivants :

- a) L'élaboration d'un système élargi de comptabilité internationale et mondiale qui servirait de cadre de mesure global du commerce international et de la mondialisation économique;
- b) La création par la Commission d'un groupe d'experts des Nations Unies expressément chargé d'élaborer un manuel consacré à un système élargi de comptabilité internationale et mondiale;
- c) L'élaboration d'un programme de travail relatif à la mesure du commerce international et de la mondialisation consistant principalement à :

- i) Promouvoir et favoriser la création d'un registre mondial des groupes d'entreprises, en évaluer les difficultés et s'inspirer de l'expérience acquise lors de la création du registre statistique des groupes d'entreprises multinationaux EuroGroups, afin de produire des statistiques de haute qualité sur les activités commerciales mondiales;
  - ii) Améliorer la mesure de l'hétérogénéité des entreprises dans le cadre de la chaîne de valeur mondiale en poursuivant l'élaboration d'une classification des fonctions économiques et en affinant les classifications des entreprises grâce au croisement des microdonnées;
  - iii) Corriger les incohérences dans les données relatives au commerce bilatéral et à l'investissement;
  - iv) Intégrer l'élaboration de tableaux mondiaux de ressources et d'emplois et d'entrées-sorties récurrents, en s'inspirant des travaux de l'OCDE, pour élargir le champ d'application de la base de données sur le commerce en valeur ajoutée de l'OCDE et de l'OMC.
- d) Créer un groupe de travail intersecrétariats pour la mesure du commerce international et de la mondialisation, qui aura pour mandat de coordonner le programme de travail.

## Annexe

### Classification schématique pour la mesure des activités internationales, de l'internationalisation et de la mondialisation (avec quelques exemples choisis)

<i>Champ d'application</i>	<i>Dimension statistique</i>	<i>Statistiques agrégées existantes et nouvelles</i>	<i>Statistiques et analyse basées sur des microdonnées existantes et nouvelles (croisement de fichiers); adoption par les instituts nationaux de statistique de procédures destinées à assurer la confidentialité des données</i>
Statistiques de base existantes et évolution	Intérieure et transfrontière (selon le système statistique national)	Comptabilité nationale et internationale de base, statistiques du commerce des marchandises et connexes – élaboration, interprétation et application des recommandations de base des manuels internationaux, telles que la mesure de la production mondiale, y compris la production de biens sans usine	Estimations basées sur des données microéconomiques relatives aux opérations de fabrication intervenant à l'intérieur et à l'extérieur des frontières
Amélioration des statistiques de base	Intérieure et transfrontière (selon le système statistique national)	Comparaison accrue des données bilatérales par pays; application de certaines statistiques recommandées dans les manuels, telles que les modes d'approvisionnement pour le commerce des services; informations complémentaires dans les tableaux de ressources et d'emplois, et concernant le commerce et l'investissement étranger direct	Estimations basées sur des données microéconomiques relatives à la valeur ajoutée, au commerce et aux investissements et aux actifs
Extensions de l'internationalisation	Intérieure et transfrontière (selon le système statistique national)	Mesures des échanges en valeur ajoutée par pays; échanges de services des filiales étrangères entrants – emploi, ventes, commerce et statistiques sur la propriété et le contrôle étrangers; échanges de services des filiales étrangères sortants – emploi, ventes, commerce et contrôle; statistiques sur les activités des entreprises multinationales	Statistiques sur les échanges de services entrants et sortants et sur les activités des entreprises multinationales – hétérogénéité des entreprises (intensité des exportations, taille des entreprises, productivité); statistiques relatives au commerce, aux investissements et aux activités internationales; utilisation des ressources internes et délocalisation des fonctions économiques

<i>Champ d'application</i>	<i>Dimension statistique</i>	<i>Statistiques agrégées existantes et nouvelles</i>	<i>Statistiques et analyse basées sur des microdonnées existantes et nouvelles (croisement de fichiers); adoption par les instituts nationaux de statistique de procédures destinées à assurer la confidentialité des données</i>
Extensions de la mondialisation – sommation des activités par pays	Au-delà des frontières (en général, non incluses dans le système statistique national)	Tableaux mondiaux de ressources et d'emplois; Base de données sur le commerce en valeur ajoutée de l'OCDE et de l'OMC; statistiques de l'enquête coordonnée sur l'investissement direct et de l'enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille du FMI; tableaux agrégés élaborés à partir d'analyses de microdonnées par pays; statistiques mondiales sur les entreprises multinationales – activités, états financiers et exposition aux risques	
Extensions de la mondialisation	Au-delà des frontières (en général, non incluses dans le système statistique national)	Analyse des chaînes de valeur mondiales agrégées	Analyse des chaînes de valeur mondiales basées sur des microdonnées réalisée par des chercheurs